

Note aux organisations de la CGT sur la situation au Mali

A juste raison de nombreux adhérents, militants et structures de la CGT s'interrogent sur la pertinence de l'intervention française au Mali.

La CGT est un syndicat de salariés et approche par définition la crise au Mali d'un point de vue syndical. A ce titre, elle ne peut que s'inquiéter du sort fait aux salariés pris en otage sur l'ensemble du Sahel (Mali, Niger, Sud de l'Algérie, ...).

Dans un tel contexte, la question principale que la CGT a à se poser ne peut se limiter à : "fallait-il que la France intervienne ou non au Mali?".

Encadré : le Mali en quelques chiffres

- ◆ Superficie : 1 million 240 Km²
- ◆ Population : 15 millions d'habitants
- ◆ Indice de Développement Humain : faible (2011) 175^{ème} rang sur 187
- ◆ PIB : 10,50 milliards de \$ par an
- ◆ Taux de pauvreté : 51% de la population avec moins de 1,25\$ par jour (47% en dessous du seuil de pauvreté calculé par l'état du Mali) et 68% des moins de 25 ans en dessous du seuil de pauvreté
- ◆ Espérance de vie : 51 ans (taux de mortalité parmi les plus hauts de l'Afrique subsaharienne)
- ◆ Revenu National Brut : 610 \$ par personne et par an
- ◆ Taux d'analphabétisme : 75%

La situation, chacun(e) le sait, est beaucoup plus complexe et doit tout d'abord nous amener collectivement à construire la réponse à la question : quel avenir pour un Mali libre, démocratique et souverain ?

Les agresseurs du Mali (AQMI*, MUJAO**, ANSAR DINE) considèrent toute forme de démocratie comme "impie", la femme comme inférieure à l'homme. Ils se servent et abusent d'enfants soldats et se paient des armes extrêmement sophistiquées avec entre autres de l'argent issu du trafic de drogue et de la libération d'otages.

Aux dires des contacts que la CGT a sur place (notamment la CSTM ***), et dans la sous-région, il était quasi certain que BAMAKO allait tomber en moins de huit jours et c'est un état entier qui serait alors passé sous la coupe des extrémistes, et aurait représenté un danger réel pour la population de tous les pays limitrophes.

La CSTM nous l'indique avec force dans un courrier adressé en réponse à nos questions sur les conséquences de l'intervention militaire française au Mali : « *Cette intervention française constitue une planche de salut pour le Mali. L'armée malienne à elle seule ne pourrait arrêter l'avancée des bandits (...). Cette guerre est aussi une conséquence de l'intervention occidentale en Libye et de l'acheminement de l'arsenal de guerre fourni aux rebelles vers le Mali. Notre souci majeur actuellement est de sortir de cette crise sécuritaire, c'est-à-dire de recouvrer l'intégralité de notre territoire, de ramener et de sécuriser les populations et l'administration et enfin d'organiser des élections crédibles.* »

Jusqu'à ces derniers jours, la politique affichée de François Hollande était de ne pas intervenir avant le mois de juin 2013 (prendre le temps de convaincre les pays africains de l'indispensabilité de leur intervention "terrain", limiter le rôle de la France à une approche "logistique" sous contrôle et mandat de l'ONU, et enfin attendre la fin de la période des pluies).



Sauf que les combattants extrémistes ont décidé de passer à l'initiative sans attendre le mois de juin. La France est donc intervenue à la demande d'un gouvernement malien de transition confronté par ailleurs à des tensions sociales, politiques et militaires, et avec l'appui de la population malienne et d'une partie importante de la communauté malienne établie dans notre pays.

Essayer de comprendre ce qui se passe aujourd'hui au Mali doit nous amener à ne pas avoir la mémoire courte. Au-delà des conséquences de la guerre civile d'Algérie des années 90, rappelons les lourdes conséquences des décisions prises par Nicolas Sarkozy, (avec l'accord du PS et de l'OTAN) au moment de la guerre en Lybie. Elles ont entre autres créé les conditions qui ont permis qu'aujourd'hui des centaines de missiles "sol/air", des centaines de mitraillettes, kalachnikovs, pick-up et roquettes soient dans les mains du Jihadistes.

Les milliers d'hommes (10 à 12.000) qui menacent aujourd'hui l'intégrité du Mali et qui font peser de lourds dangers sur la population de toute la sous-région sont très fortement armés et entraînés. Leurs armes proviennent:

- De Lybie
- De la déroute de l'armée malienne (blindés, artillerie, missiles, Pick-up,...).
- De marchands d'armes. En effet depuis le mois d'août 2012 des armes sont achetées sur des marchés parallèles avec l'argent de la drogue (des millions de \$), et de la libération de certains otages.

Dire cela n'exempte en rien les lourdes responsabilités de l'ONU, de nombreux gouvernements nationaux ou régionaux. Celui du Mali, de la CEDEAO, de l'Union Africaine. Celui d'une Union Européenne et ceux d'une majorité d'Etats membres plus prompts à défendre des politiques de rigueur et d'austérité qu'à combattre l'exploitation éhontée par des multinationales des sous sols de cette région du monde. Celui de la Chine qui n'est pas la dernière pour agir en prédatrice sur ces mêmes ressources du continent africain.

La CGT n'oublie pas non plus le rôle "sournois" joué dans cette région du monde par les amis de la France que sont le Qatar et l'Arabie Saoudite ; mais qu'il est difficile de renoncer aux pétrodollars ensanglantés des Wahhabites!

Quoi qu'il en soit, la France compte tenu de son passé colonial et de ses contestables interventions au Tchad et en Côte d'Ivoire (pour ne prendre que les plus récentes), ne saurait rester durablement le gendarme du Mali et du Sahel. C'est à l'ONU, à la CEDEAO et à l'Union Africaine (MISMA)**** de prendre dans les jours à venir la responsabilité du retour à la paix et à la démocratie pour un pays, une région du monde et une population privés depuis trop longtemps de ses droits fondamentaux.

La véritable solution passe par un Mali libre, indépendant, souverain, démocratique, débarrassé de toute forme d'impérialisme, qu'il soit de nature religieuse ou qu'il relève d'un néo-colonialisme.

* AQMI : Al Quaida au Maghreb Islamique

**MUJAO : Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest

*** CSTM : Confédération Syndicale des Travailleurs Maliens

**** MISMA : Mission Internationale de Soutien au Mali (Force régionale africaine mandaté par l'ONU et composée à terme de 5800 soldats du Togo, Nigéria, Bénin, Sénégal, Guinée, Ghana, Burkina Faso, Tchad, Niger).